



NOTRE PLANÈTE, NOS VIES, LA VIE,

VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS!

Les effets de l'augmentation de 1°C de la température moyenne de la Terre en un siècle sont d'ores et déjà dramatiques: inondations, températures extrêmes, sécheresses et incendies...

Le récent rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) alerte sur l'ampleur du changement climatique et de ses conséquences. Mais ses propositions, fruit d'un compromis entre les gouvernements, restent dans la logique du système capitaliste qui nous a conduits à la catastrophe.

2°C OU 1,5°C?

Depuis le troisième Sommet de la Terre en 1992 à Rio, rien ou presque n'a été fait pour limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES). L'accord de Paris en 2015 fixait l'objectif de maintenir le réchauffement sous les 2°C d'ici 2100 et faisait apparaître, sous la pression des pays les plus vulnérables, l'objectif d'1,5°C. On sait déjà que les engagements ne seront pas tenus, à l'exemple de la France engagée à réduire ses émissions de GES de 40% d'ici 2030 et qui les a vu augmenter de 1,7% entre 2016

et 2017. Le rapport du GIEC établit qu'un réchauffement de 2°C menace 10 millions de personnes de plus par la montée des océans que celui limité à 1,5°C et fait perdre plus de la moitié de leur habitat naturel à 8% des vertébrés, 18% des insectes, 16% des plantes, contre respectivement 4%, 6% et 8% avec les 1,5°C. C'est aussi une augmentation en fréquence et en intensité des vagues de chaleur, des cyclones tropicaux et des pluies torrentielles, une destruction accrue des récifs coralliens et une baisse du rendement des cultures céréalières.

«ÉMISSIONS NÉGATIVES»?

Le GIEC estime qu'il sera très difficile, voire impossible, de rester en dessous des 1,5°C. Il élabore donc le scénario d'un «*dépassement temporaire du seuil de dangerosité*», compensé par un refroidissement dans la seconde moitié du siècle, grâce à des «*technologies à émissions négatives*». Or un dépassement temporaire pourrait provoquer des basculements de grande ampleur irréversibles, la dislocation brusque des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique Est, entraînant une hausse de plusieurs mètres du niveau des océans, avec des effets en cascade (libération des GES contenus dans le permafrost, réchauffement des océans qui réduit leur capacité d'absorption du carbone...) poussant le système Terre dans un réchauffement que les scientifiques nomment la «*planète étuve*».

Les «*émissions négatives*» envisagées ne sont pas moins problématiques: les monocultures à grande échelle pour absorber le CO₂ disputeraient les terres nécessaires à la production alimentaire et menaceraient la sécurité alimentaire et la biodiversité. La capture et le stockage du CO₂ sont mal maîtrisés et incertains...

DES SOLUTIONS CONNUES

Tout le monde, à quelques climato-négationnistes près, s'accorde sur le danger. Les solutions sont connues: sortir des énergies fossiles, stopper la déforestation et l'artificialisation des terres. Ces mesures ne sont pas prises par les gouvernements parce que leur application porterait atteinte aux profits exorbitants d'une poignée de privilégiés.

Prenons acte de leur faillite, retirons-leur le pouvoir, réorganisons la société et sa production autour de nos besoins réels.

CHANGEONS LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT!

WWW.NPA2009.ORG

DES SOLUTIONS EXISTENT POUR CLIMATIQUE TOUT EN AMÉLIO

SUPPRIMER LES PRODUCTIONS NUISIBLES OU INUTILES

La suppression de la publicité, grande dévoreuse d'énergie, dont l'unique but est d'inciter à la consommation en créant de nouveaux besoins, et de l'industrie d'armement, ne dégraderait en rien notre confort, au contraire, et supprimerait des émissions de GES.

Contre l'obsolescence programmée nous devons imposer des produits de bonne qualité, réparables facilement et entièrement recyclables, pour mettre fin au gaspillage et à la surconsommation.

MOINS D'AUTO, PLUS DE GRATUITÉ

La part mondiale des émissions de CO₂ due aux transports motorisés est de 30%. La voiture y entre pour moitié. Le parc automobile mondial a dépassé 1 milliard en 2007 (32 millions en France), les constructeurs comptent atteindre le 2^e milliard en 2030. Ces chiffres disent à eux seuls la démesure du capitalisme. Les constructeurs veulent saturer les marchés de Chine et d'Inde comme ils ont saturé les marchés occidentaux où 1/3 des voitures neuves sont des monstres SUV et pick-up à usage urbain. Comment s'étonner alors, qu'en 2017, les émissions de CO₂ des véhicules neufs aient augmenté pour la première fois depuis 1995, en France? Les révélations du dieselgate condamnent les constructeurs qui misent sur la relance des ventes de voitures à essence et électriques dont on connaît les problèmes: électricité nucléaire ou au charbon, cycle de vie producteur de CO₂, épuisement des terres rares pour les batteries, coût exorbitant...

La sortie du tout-auto passe par la reconversion du secteur vers le développement du transport en commun sans massacre social, c'est-à-dire en interdisant les licenciements, en garantissant la continuité des salaires, des qualifications et la cohésion des équipes de



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

production. PSA et Renault s'y opposeront bien sûr. Pour une nouvelle politique des mobilités, il faudra les exproprier.

L'usage de la voiture individuelle doit être profondément diminué et partagé.

En ville, dans les zones périurbaines et rurales, le développement des **transports en commun, bus, trams, trains... gratuits, réorganisés sous le contrôle des usagerEs** feront baisser nettement les émissions de CO₂ et particules nocives. Partout où la gratuité des transports en commun est financée, les parkings se vident, les voitures restent au garage. Dunkerque, depuis le 1^{er} septembre, permet à 80% des 200 000 habitantEs de l'agglomération d'être à moins de 20 minutes de la gare, à moins de 300 mètres d'un arrêt de bus. Le vélo a été très populaire, il peut le redevenir, grâce à des équipements sûrs partout.

TRANSPORTER MOINS DE MARCHANDISES

Il faut d'abord diminuer le volume de marchandises transportées et relocaliser les productions. Cela implique de déterminer

de quoi nous avons besoin, comment et où le produire. Ensuite, il faut **donner la priorité au fret ferroviaire.**

Il est urgent de réduire fortement le transport aérien et de le taxer.

L'ÉNERGIE LA MOINS POLLUANTE, LA MOINS CHÈRE ET SANS EFFET DE SERRE EST CELLE QU'ON NE CONSOMME PAS

85% des besoins énergétiques de l'humanité sont couverts par les fossiles. Or, pour rester sous le seuil des 2°C, il faut en laisser les 4/5 sous terre. Cela signifie que les grands groupes énergétiques doivent renoncer à ces ressources qu'ils se sont déjà appropriées et à leurs investissements. Cette immense destruction de capital peut être réalisée **en socialisant le secteur énergétique**, seul moyen de mener rapidement la transition vers **un système 100% renouvelable, décentralisé et efficient.**

LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT RANT NOS CONDITIONS DE VIE

La socialisation du secteur du crédit est indispensable pour financer la transition. Il faut aussi mettre fin à l'appropriation privée des ressources naturelles (sols, eaux, forêts, vents, solaire, géothermie, ressources marines...) et des ressources du savoir, nécessaires à la transition.

LE NUCLÉAIRE : UNE FAUSSE SOLUTION

Avec ses 10,5 % de la production mondiale d'électricité et 4,5 % de la consommation d'énergie totale, avec les menaces d'accidents probables, les déchets et radiations toxiques, il est définitivement hors-jeu pour la révolution énergétique. La loi de 2015, votée pour calmer les opinions publiques après Fukushima, qui prévoyait de limiter à 50 % sa part dans le « mix électrique » d'ici 2025, est oubliée par Macron et De Rugy.

La PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie 2020-2035) fait la part belle au nucléaire. Fini l'objectif de réduire sa part ! Les centrales vont être prolongées de 40 à 60 ans. L'arrêt de Fessenheim et de centrales vieillissantes serait compensé par la construction de nouveaux EPR. Cette volonté de perpétuer le nucléaire civil et militaire entraînera inévitablement une aggravation des mesures d'austérité pour éviter, à coups de fonds publics, la banqueroute d'EDF et ORANO, en quasi-faillite. **La seule solution réaliste est l'arrêt du nucléaire.**

L'AGRICULTURE : DU PROBLÈME À LA SOLUTION

L'agriculture industrielle et la déforestation produisent 1/4 des émissions de gaz à effet de serre (GES). Mais sorties du modèle de l'agro-business, l'agriculture et la forêt pourraient être des pompes à carbone efficaces. Pour cela les techniques sont connues : limitation du travail du sol, couverts végétaux, intercultures, recours à l'azote organique (légumineuses), méthanisation des effluents d'élevage, réintroduction des arbres au sein

des cultures qui, avec les haies, protègent et enrichissent les sols en carbone, réduisent le stress hydrique, offrent un abri naturel aux animaux d'élevage et sauvages, abritent la biodiversité.

Nous défendons **une agriculture locale dont les buts ne sont ni les exportations ni la spéculation.** De plus, la préservation de l'environnement et de la santé des paysanEs impose de ne pas utiliser d'intrants chimiques à commencer par le glyphosate, de préserver la biodiversité, meilleur rempart contre les maladies et les ravageurs. Le

concept d'agriculture paysanne s'oppose aux hectares de serres de légumes bio, aux élevages qui reposent sur le travail d'ouvriers agricoles dont le statut est proche de l'esclavage. **Le passage vers l'agroécologie paysanne aurait des implications immédiates sur l'environnement,** puisque toutes les pollutions cesseraient immédiatement. L'agriculture ne contribuerait plus aux émissions de GES, tout en rendant sa vie au sol épuisé par les pratiques agricoles et la chimie, faisant remonter le taux d'humus (qui a chuté de 75 % en 50 ans).

Ni nucléaire, ni effet de serre



expropriions les pollueurs !

ÉCOSOCIALISME OU BARBARIE

Répondre aux enjeux de la crise à laquelle l'humanité est confrontée n'est pas une question technique, mais nécessite un changement de civilisation, un nouveau mode de production, des façons de vivre radicalement différentes, autrement dit une révolution non seulement économique, sociale et politique, mais aussi culturelle.

TRAVAILLER MOINS, TRAVAILLER MIEUX

Trop nombreux sont celles et ceux qui perdent leur santé et leur vie à la gagner. La première mesure est de réduire collectivement et radicalement le temps de travail sans perte de salaire, avec baisse des cadences et de l'intensité du travail et des embauches proportionnelles. SalariéEs, nous revendiquons à la fois un salaire qui nous permette de vivre et un travail utile et épanouissant. Si des productions doivent s'arrêter pour préserver l'avenir, ce n'est pas aux salariéEs d'en faire les frais et d'être licenciéEs. Dans tous les cas, l'entièreté de nos salaires et de nos droits sociaux doit être maintenue jusqu'à un nouvel emploi ou la retraite.

PRENDRE LES MOYENS DE DÉCIDER

Se réapproprier le droit de comprendre, de penser et de décider ce qu'on produit est une nécessité pour notre émancipation individuelle et collective. La démocratie ne doit pas s'arrêter aux portes de l'entreprise. Le contrôle ouvrier est la seule garantie qui permette de limiter les gaspillages et de combattre la bureaucratie. La planification démocratique de l'économie, c'est-à-dire la possibilité de faire l'inventaire des productions et transports inutiles ou nuisibles et de définir ensemble nos besoins réels, nécessite d'exproprier les grandes entreprises.



DR

CONVERGENCES DES LUTTES!

La question climatique est une question sociale majeure. Les changements de comportement individuels, s'ils sont indispensables, ne suffiront pas à modifier la donne. Une puissante mobilisation mondiale des mouvements environnementaux, syndicaux, paysans, féministes et indigènes est nécessaire et urgente.

Nous avons besoin d'un mouvement pour la justice climatique capable d'imposer des mesures de rupture radicales, une révolution écosocialiste. C'est bien tout le système de production et de consommation qu'il faut changer.

Les Marches pour le Climat sont un début. Il n'est plus suffisant de s'indigner et de faire pression sur les décideurs, il faut construire la convergence des luttes, descendre dans la rue par millions, bloquer les investissements fossiles et tous les projets inutiles et destructeurs imposés aux populations, stopper les accaparements de terres et le

militarisme, s'investir activement dans le soutien aux paysanEs, jeter les bases de pratiques sociales qui sortent du cadre capitaliste...

Des victoires sont possibles contre les bétonneurs comme à Notre-Dame-des-Landes, contre l'industrie du charbon à Hambach (Allemagne) où la mobilisation a imposé l'arrêt du déboisement de la forêt ancienne par l'avancée d'une mine de lignite... Elles sont le résultat de larges convergences, de la détermination, de la radicalité, de la créativité démocratique... Chaque victoire, chaque avancée compte. Nous avons besoin de victoires, même partielles parce qu'elles mettent en pratique l'autonomie et l'auto-organisation qui sont des préconditions nécessaires et décisives à une transformation radicale du monde, à l'auto-émancipation des exploitéEs et des oppriméEs. Elles montrent qu'**un autre monde, écosocialiste, est possible.**



POUR PRENDRE CONTACT WWW.NPA2009.ORG

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom : Prénom :

Tél. : Mail :